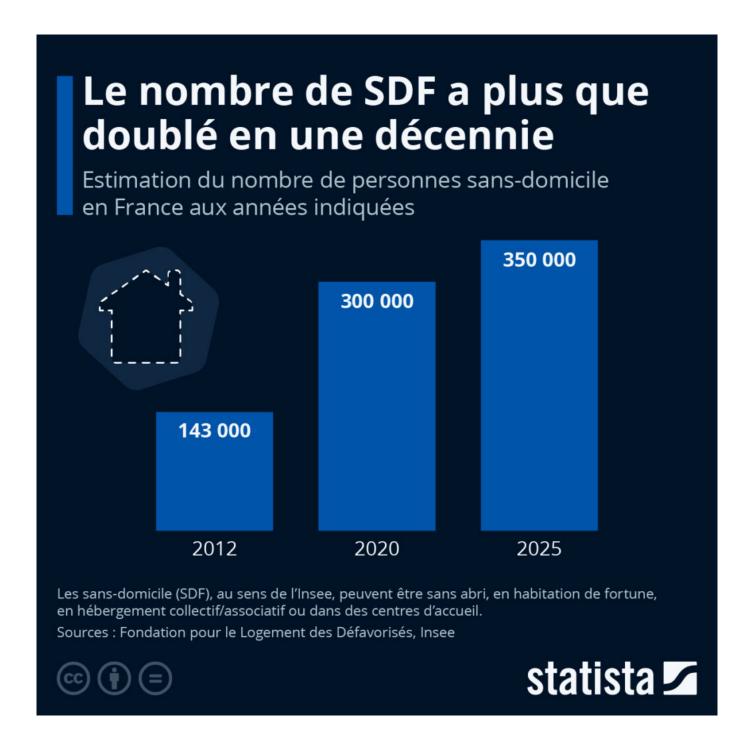


Le nombre de SDF a plus que doublé en l'espace d'une décennie







Le 10 octobre 2025 a eu lieu la 16e Journée internationale de lutte contre le sans-abrisme. Cette initiative née en 2010 a pour objectif de mettre en lumière les mesures de lutte contre le sans-abrisme et de sensibiliser le grand public à cette problématique. En France, malgré les efforts déployés dans le cadre du plan « Logement d'abord » (lancé en 2017), on assiste à une hausse significative du nombre de personnes sans-domicile ces dix dernières années.

Selon des estimations publiées en début d'année par la <u>Fondation pour le Logement des Défavorisés</u>, le nombre de personnes sans-domicile en France a plus que doublé en l'espace d'une décennie. Alors que la dernière enquête « Sans-domicile » publiée par l'Insee, de 2012, estimait à 143 000 le nombre de personnes privées de domicile, un chiffre en hausse de 50 % par rapport à la première enquête de 2001, la Fondation estime aujourd'hui qu'il s'élève au moins à 350 000. Ces chiffres incluent les personnes sans abri, en habitation de fortune, en hébergement collectif ou associatif et en centre d'accueil.

« Une telle hausse, en si peu de temps, devrait provoquer l'effet d'un électrochoc de la part du gouvernement et plus largement de la société toute entière » s'est indigné Christophe Robert, délégué général de la Fondation. Comme le révèle une autre étude récente de l'OCDE à ce sujet, la France fait partie des pays étudiés (avec l'Angleterre) où les problèmes de sans-abrisme seraient les plus prévalents, avec plus de 300 personnes sans-domicile recensées pour 100 000 habitants en 2023.

De Tristan Gaudiaut pour Statista

Les Français ne font pas confiance à la justice

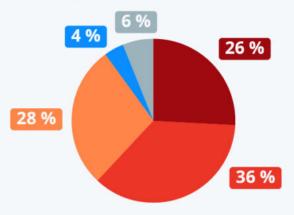


Les Français ne font pas confiance à la justice



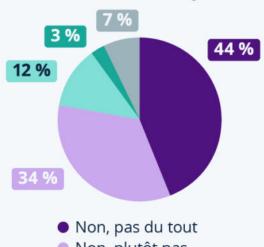
Opinions des Français sur le système judiciaire du pays

Diriez vous que vous avez confiance dans la justice ?



- Pas du tout confiance
- Plutôt pas confiance
- Plutôt confiance
- Tout à fait confiance
- Ne se prononce pas

Selon vous, la justice est-elle suffisamment sévère aujourd'hui?



- Non, plutôt pas
- Oui, plutôt
- Oui, tout à fait
- Ne se prononce pas

Base : échantillon de 1 000 adultes (18 ans et plus) représentatif de la population française interrogée en septembre et octobre 2024.

Source: Institut Verian pour le Figaro Magazine









L'ancien chef de l'État Nicolas Sarkozy a été condamné jeudi 25 septembre à cinq ans de prison ferme pour association de malfaiteurs dans l'affaire du financement Libyen de sa campagne présidentielle de 2007. Malgré son intention de faire appel du jugement, Nicolas Sarkozy devrait être incarcéré d'ici un mois. La présidente du tribunal correctionnel de Paris a dénoncé « des faits d'une gravité exceptionnelle de nature à altérer la confiance des citoyens en ceux qui les représentent ». Cette dernière a depuis fait



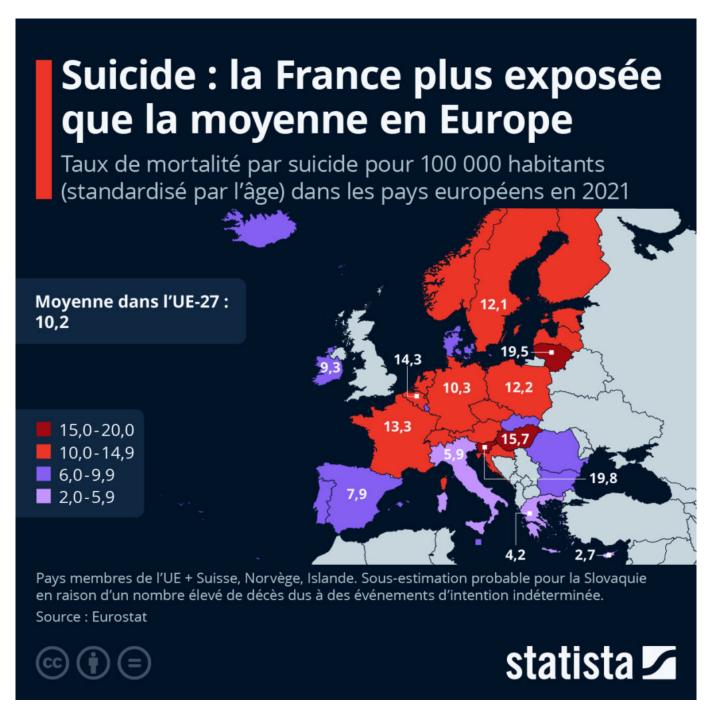
l'objet de nombreuses menaces de mort sur les réseaux sociaux, pour lesquelles deux enquêtes ont été ouvertes.

Comme le montre notre infographie, basée sur un <u>sondage</u> de l'institut Verian pour le Figaro Magazine, les Français sont nombreux à déclarer ne pas faire confiance à la justice. Ils étaient en effet 62 % à dire ne pas faire confiance du tout ou plutôt pas confiance à la justice française, et 78 % disaient même penser que la justice n'est aujourd'hui pas assez sévère. Comme le souligne l'institut le Figaro, cette absence de confiance dans la justice dépasse les clivages politiques, puisque cette opinion était partagée par les électeurs de gauche et de droite.

De Valentine Fourreau pour Statista

Suicide : la France plus exposée que la moyenne en Europe





Chaque année près de 50 000 personnes mettent fin à leurs jours dans l'Union européenne, selon les données d'<u>Eurostat</u>, dont près de 10 000 en France. À l'occasion de la Journée mondiale de prévention du suicide ce 10 septembre, nous nous sommes penchés sur les taux de mortalité par suicide en Europe. Quels pays sont les plus (et les moins) exposés à ce fléau ?

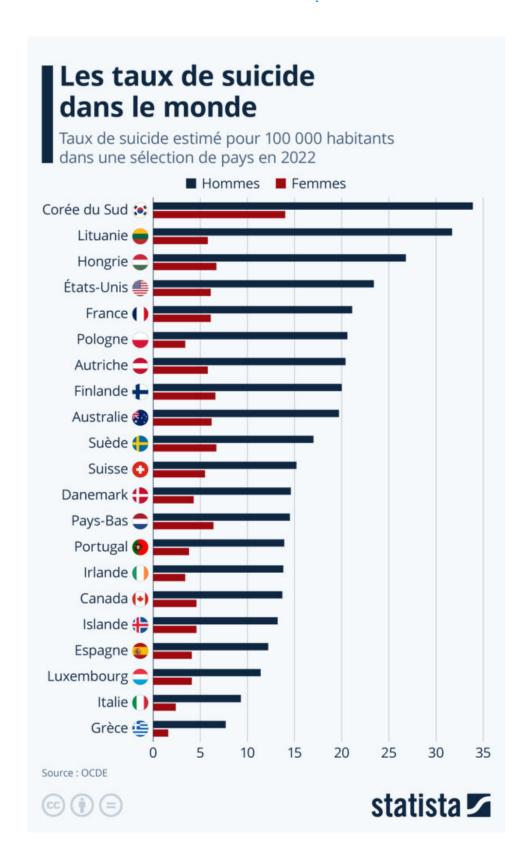




Les données d'Eurostat présentées sur notre carte montrent que la France est particulièrement concernée par le suicide. En effet, en 2021, le nombre de décès liés à cet acte pour 100 000 personnes en France était de 13,3, contre 10,3 en Allemagne, 7,9 en Espagne, 5,9 en Italie et 10,2 en moyenne dans l'UE.

Les pays les plus exposés de la région étaient la Slovénie, la Lituanie et la Hongrie, avec des taux de mortalité par suicide compris entre 15 et 20 pour 100 000 habitants, et les moins exposés Chypre, la Grèce et l'Italie, avec des taux compris entre 2 et 6 pour 100 000 personnes.









Le suicide frappe plus durement les hommes

Comme le montre notre infographie, basée sur les <u>données</u> de l'OCDE, la prévalence du suicide varie de façon significative entre les pays, mais également entre les hommes et les femmes. En France, en 2022, un peu plus de 21 hommes se sont suicidés pour 100 000 habitants, alors que ce taux était de 6,1 pour les femmes, soit plus de trois fois moins. En Lituanie, en Hongrie ou encore en Pologne, le ratio de suicides était plus de quatre fois supérieur chez les hommes. Chez les femmes, la Corée du Sud affichait de loin le taux le plus élevé des pays inclus, avec 14 cas pour 100 000 habitants.

Si ces données n'incluent que les pays de l'OCDE, il est important de noter que le suicide n'est pas un phénomène limité aux seuls pays à haut revenu. Selon l'Organisation mondiale de la santé, la région africaine a le taux de suicide le plus élevé au monde, estimé à 11,2 personnes pour 100 000 habitants en 2019, contre une moyenne mondiale de 9,0 pour 100 000 habitants cette année-là. Le Lesotho affiche des taux particulièrement élevés, avec 87,5 pour 100 000 habitants, suivi par l'Eswatini, avec 40,5 pour 100 000 habitants. L'OMS souligne que 77 % des suicides ont eu lieu dans des pays à revenu faible ou intermédiaire en 2019, ajoutant que le manque de données sur le suicide a conduit à une sous-déclaration continue.

De Tristan Gaudiaut et Valentine Fourreau pour Statista

Si vous ou quelqu'un dans votre entourage avez besoin d'aide, vous pouvez trouver une liste de services d'assistance téléphonique et de sites web consacrés au suicide par pays <u>ici</u>.

'Soulèvements', un documentaire en avantpremière à partir du 30 juillet

19 décembre 2025 |



Ecrit par le 19 décembre 2025



'How dare you ?' Comment osez-vous ? Ces trois mots tremblants de larmes et de colère dans la bouche de la toute jeune Greta Thunberg ont fait le tour du monde en 2019. Comme d'autres avant elle, comme d'autres après, elle alertait les puissants qui laissent l'humanité s'autodétruire, qui refusent de prendre les mesures indispensables à la préservation de son avenir.

'Comment osez-vous ?' L'apostrophe lancée par la petite suédoise à la face des puissants, si elle fit ricaner fielleusement Alain Finkielkraut et les vieilles barbes pathétiques de son acabit, toucha instantanément le monde par l'évidence de son constat : 'La planète va mal, l'humanité fonce dans le mur – et ceux qui nous gouvernent les mènent pied au plancher à leur perte. Même pas aveuglément : avec une morgue et un cynisme décomplexé au-delà de toute mesure, qui permirent, par exemple à un président de la République d'oser, présentant ses vœux au seuil de 2023, (se) demander (à haute voix) : «Qui ? Mais tout le monde Monsieur le Président ! Comment osez-vous ?'

Source : Texte issu de la Gazette Utopia Manutention Avignon. Soulèvements, un long métrage documentaire de <u>Thomas lacoste</u>. Février 2026.

Non à la confiscation de la terre

Un portrait choral à 16 voix, 16 trajectoires singulières, réflexif et intime d'un mouvement de résistance intergénérationnel porté par une jeunesse qui vit et qui lutte contre l'accaparement des terres et de l'eau, les ravages industriels, la montée des totalitarismes et fait face à la répression politique. Une plongée au cœur des Soulèvements de la Terre révélant la composition inédite des forces multiples déployées un peu partout dans le pays qui expérimentent d'autres modes de vie, tissent de nouveaux



liens avec le vivant, bouleversant ainsi les découpages établis du politique et du sensible en nous ouvrant au champ de tous les possibles.

« La bonne nouvelle du formidable film de Thomas Lacoste, c'est qu'on peut enfin entendre, écouter, voir que nombreuses sont celles qui résistent, nombreux sont ceux qui se soulèvent... Les images sont magnifiques et le respect de la vie et de l'humain qui motive l'action de tous ces paysans et militants illumine la moindre image. »

Avec le soutien

Avec le soutien de France 2 Cinéma, CNC, Région Nouvelle-Aquitaine en partenariat avec le CNC, Procirep-Angoa, ARTE Kino, SACEM, Fondation Danielle Mitterrand, Fondation Un Monde par Tous.

Les infos pratiques

<u>'Soulèvements'</u>. 1h46. Utopia Manutention. 4, rue des Escaliers Sainte-Anne à Avignon. Mercredi 30 juillet à 13h45. Jeudi 31 juillet à 20h15. Vendredi 1er août à 16h10. Samedi 2 août à 19h. Dimanche 3 août à 17h. Lundi 4 août à 16h. Mardi 5 août à 14h30.

En savoir plus

Thomas Macoste a réalisé plusieurs courts et long métrages tels que <u>'L'Hypothèse démocratique'</u>; <u>'Pays basque & Liberté, un long chemin vers la paix'</u>; 'Soulèvements'; 'Notre monde'; 'Les mauvais jours finiront';

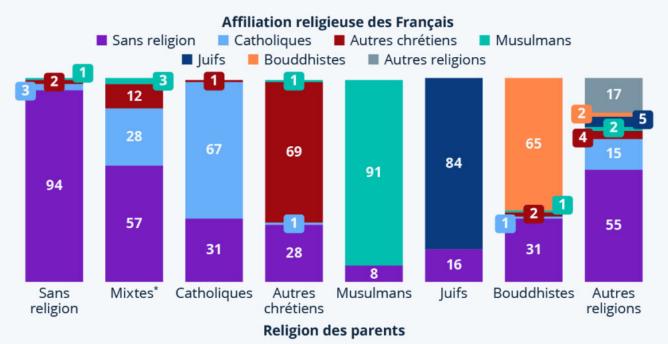
MMH

Religions : quelles dynamiques de transmission intergénérationnelles ?



Religions : quelles dynamiques de transmission ?

Répartition de l'affiliation religieuse des Français selon l'affiliation religieuse des parents en 2020 (en %)



Base : 26 500 répondants en France métropolitaine, âgés de 18 à 59 ans. Somme inférieure à 100 % dans certaines barres en raison des arrondis. * Parents de deux religions différentes ou avec un parent sans religion

Sources: Ined, Insee









En 2023, l'<u>Insee</u> a publié les résultats d'une enquête intitulée « Trajectoires et Origines », coréalisée avec l'Ined (Institut national des études démographiques). Les données récoltées en 2020 auprès de 26 500 répondants en France métropolitaine donnent un aperçu de la diversité des populations en France, de leurs pratiques religieuses et des dynamiques de transmission intergénérationnelle qui façonnent le paysage religieux sur le long terme.



19 décembre 2025 |



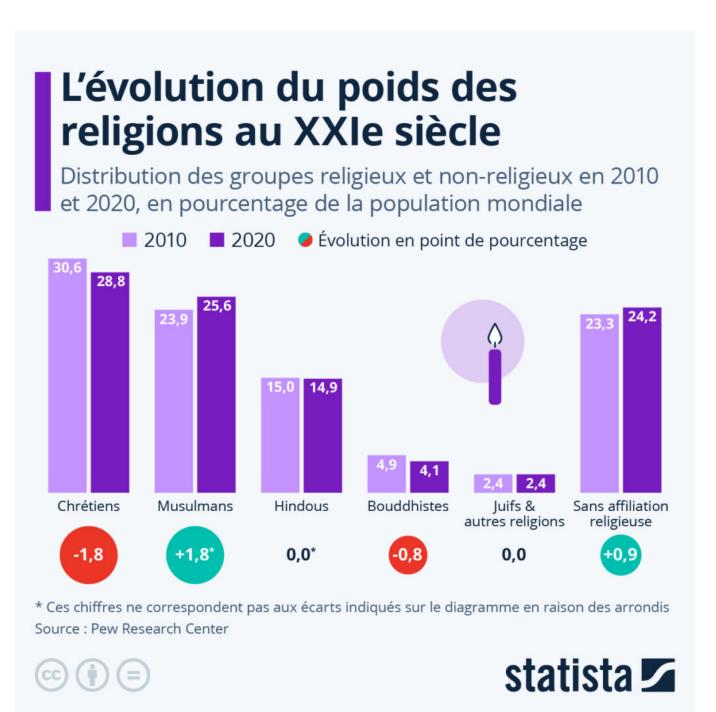
Ecrit par le 19 décembre 2025

Comme le met en avant notre infographie, la transmission familiale est particulièrement forte pour l'islam et le judaïsme : 91 % des personnes élevées au sein de familles musulmanes et 84 % au sein de familles juives continuent à se réclamer de la religion de leurs parents. En revanche, les familles chrétiennes ont tendance à moins transmettre leur religion : 67 % des personnes élevées par des parents catholiques et 69 % par des parents d'autres confessions chrétiennes l'ont conservé. Ce taux est assez similaire dans les familles bouddhistes : 65 %.

Aussi, la majorité des Français ne suivant pas l'affiliation religieuse de leurs parents ont quitté la religion plutôt que d'en adopter une autre. Le « taux de sortie » de la religion est notamment le plus marqué (57 %) parmi ceux dont les parents ont deux religions différentes ou dont l'un parent est sans religion (parents « mixtes »). Enfin, le retour à la religion chez les descendants de parents « sans religion » – qu'ils soient athées, agnostiques, libres-penseurs ou spirituels non-religieux – est rare : seuls 6 % adhèrent à une religion (principalement chrétienne), alors que 94 % se revendiquent « sans religion ».

Comme le précise l'Insee, ces taux de transmission varient également en fonction des groupes d'origines : « ainsi, dans les familles catholiques natives d'Outre-mer, les taux de transmission sont plus élevés (71 % pour la deuxième génération) que ceux observés dans les familles sans ascendance migratoire (66 %). De même, les familles musulmanes originaires du Maghreb transmettent un peu moins (89 %) que celles de Turquie, du Moyen-Orient, ou d'Afrique sahélienne (97 %) ».





Cliquer sur l'image pour l'agrandir.

L'évolution du poids des religions au XXIe siècle

La population mondiale augmente au XXIe siècle, tout comme la taille de la plupart des groupes religieux. Une étude publiée en juin 2025 par le <u>Pew Research Center</u>, basée sur plus de 2 700 recensements et enquêtes à travers le monde, donne un aperçu de l'évolution des groupes religieux et



non-religieux en proportion de la population mondiale entre 2010 et 2020.

Comme l'indique notre infographie, les <u>chrétiens</u> sont restés le groupe religieux le plus important dans le monde. Entre 2010 et 2020, le nombre de chrétiens (toutes confessions confondues) a augmenté de 122 millions, pour atteindre 2,3 milliards, mais cette hausse n'a pas suivi le rythme de la croissance démographique mondiale. Ainsi, en proportion de la population mondiale, la part des chrétiens a diminué de 1,8 point de pourcentage, pour s'établir à 28,8 %.

De leur côté, les <u>musulmans</u> sont le groupe religieux ayant connu la croissance la plus rapide au cours de la dernière décennie, portée par les dynamiques démographiques en cours en Afrique et au Moyen-Orient. Le nombre de musulmans a augmenté de 347 millions en l'espace de dix ans, soit plus que toutes les autres religions réunies, pour atteindre environ 2 milliards. La part mondiale de la population musulmane a ainsi augmenté de 1,8 point, pour atteindre 25,6 % en 2020.

Les bouddhistes sont quant à eux le seul grand groupe religieux dont la population a décliné entre 2010 et 2020. Le nombre de bouddhistes dans le monde a diminué de 19 millions, pour s'établir à 324 millions. En pourcentage de la population mondiale, les bouddhistes ont reculé de 0,8 point, descendant à 4,1 %. Enfin, la part mondiale des populations hindoue et juive est restée globalement stable sur la période étudiée (respectivement environ 15 % et 0,2 %). Dans le détail, le nombre d'hindous a augmenté de 126 millions, pour atteindre 1,2 milliard, et le nombre de juifs de près d'un million, pour atteindre 14,8 millions.

Enfin, les personnes sans appartenance religieuse – c'est-à-dire athées, agnostiques, spirituelles non-religieuses, etc. – sont le seul groupe, avec les musulmans, à avoir progressé en pourcentage de la population mondiale sur la décennie étudiée : près d'un point de pourcentage, pour atteindre 24,2 %. En chiffres absolus, la population mondiale sans appartenance religieuse a augmenté de 270 millions de 2010 à 2020, pour atteindre 1,9 milliard.

De Tristan Gaudiaut pour Statista

Où en est la reconnaissance légale du genre en Europe ?

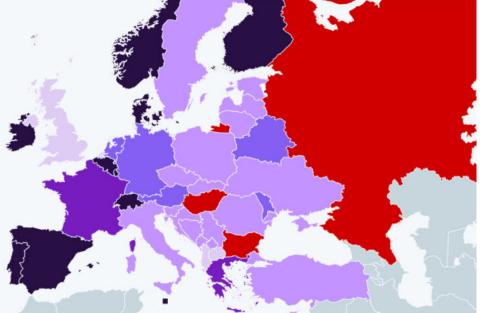


Où en est la reconnaissance légale du genre en Europe?

Conditions du changement légal de genre dans les pays d'Europe en 2024



- Reconnaissance légale du genre impossible
- Reconnaissance légale du genre pas toujours disponible*
- Reconnaissance légale disponible sous condition d'exigences médicales**
- Diagnostic nécessaire, mais sans intervention médicale
- Aucun diagnostic nécessaire, mais pas d'autodétermination***
- Autodétermination



- * Au Royaume-Uni, la Cour suprême a jugé en avril 2025 que la définition légale d'une femme repose sur le sexe biologique et non sur le genre.
- ** Incluent : stérilisation, interventions chirurgicales, traitement hormonal substitutif.
- *** Reconnaissance légale du genre soumise à une procédure judiciaire par exemple.

Source: Transgender Europe









Mercredi 16 avril 2025, la Cour suprême britannique a pris une décision qui pourrait avoir des conséquences importantes pour les femmes transgenres au Royaume-Uni. La plus haute instance judiciaire du pays a en effet statué que la définition légale d'une femme repose sur le sexe biologique et non le genre. Comme le rapporte <u>Le Monde</u>, les effets concrets de ce jugement restent encore flous, mais les juges britanniques ont affirmé qu'il serait désormais légal d'exclure les femmes transgenres de



certains espaces réservés aux femmes – comme des centres d'hébergement ou des hôpitaux – si cela est considéré comme « proportionné ».

Si les droits et l'inclusion sociale des personnes transgenres souffrent ou sont remis en cause dans plusieurs pays, comme aux États-Unis ou au Royaume-Uni, ces derniers ont toutefois globalement progressé en Europe. D'après l'ONG Transgender Europe, l'Espagne, la Finlande et l'Islande sont des exemples de pays ayant récemment amélioré la protection et les droits des personnes transgenres. L'Espagne et la Grèce ont notamment introduit de nouvelles interdictions des thérapies de conversion fondées sur l'identité de genre. En outre, l'Espagne et la Finlande ont adopté en 2023 une reconnaissance du genre basée sur l'autodétermination : elle repose exclusivement sur la volonté exprimée par la personne concernée, et n'implique aucun tiers (comme un juge ou un expert médical). Comme le montre notre carte, ces deux pays ont ainsi rejoint le Danemark (premier pays à avoir accordé ce droit en Europe en 2014), la Belgique, le Luxembourg, l'Irlande et Malte, où les personnes transgenres avaient déjà la possibilité de changer leur genre légal librement.

Cependant, certains pays d'Europe limitent toujours l'accès à la reconnaissance légale du genre pour les personnes transgenres, et celle-ci est parfois soumise à des condition médicales souvent jugées abusives. En Roumanie, en Slovaquie et en Tchéquie, par exemple, une personne transgenre doit être prête à subir une intervention stérilisante pour changer légalement de genre, une exigence pourtant condamnée par la Cour européenne en 2017 comme « violant les droits humains ».

De Tristan Gaudiaut pour Statista

Antidépresseurs : un marché en pleine expansion



Antidépresseurs : un marché en pleine expansion

Chiffres clés sur le chiffre d'affaires et les parts de marché de l'industrie mondiale des médicaments antidépresseurs









Principaux groupes du secteur selon leur part de marché en 2024, classés sans ordre particulier
Données de 2023

Sources: Verified Market Reports, Mordor Intelligence





En France comme dans de nombreux autres pays occidentaux, les médicaments psychotropes (antidépresseurs par ex.), principalement consommés dans le cadre d'une prescription médicale pour

19 décembre 2025 |



Ecrit par le 19 décembre 2025

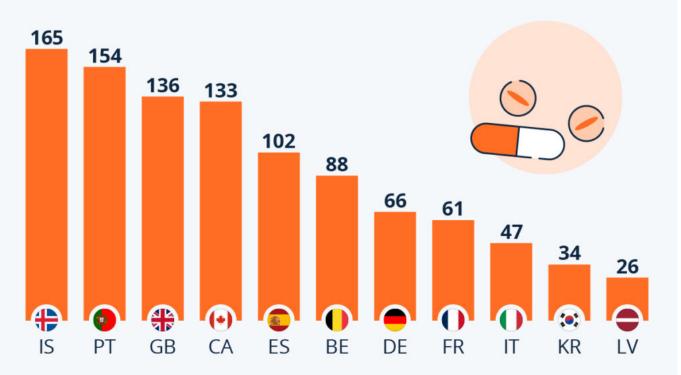
traiter des <u>troubles mentaux</u>, sont la troisième substance psychoactive la plus fréquemment consommée après l'alcool et le tabac. Si ces médicaments jouent un rôle important dans le traitement de certaines maladies mentales, leur utilisation abusive peut entraîner un risque d'abus et de dépendance du fait de leurs propriétés psychoactives.

À l'échelle mondiale, la taille du marché des médicaments antidépresseurs était estimée à près de 15 milliards de dollars en 2024, selon des <u>données</u> publiées par Verified Market Reports. D'après les prévisions des experts du secteur, ce marché devrait voir son chiffre d'affaires dépasser le cap des 20 milliards de dollars d'ici 2033, porté par un taux de croissance annuel composé de 4 %. L'Amérique du Nord représentait autour de 40 % des ventes mondiales en valeur en 2023, suivie par l'Europe avec 30 %. La région Asie-Pacifique représentait environ 20 % des ventes cette année-là et est considérée comme le principal moteur de la croissance du marché dans les années à venir. L'infographie ci-dessous présente une sélection de chiffres clés sur les ventes et les parts de marché de l'industrie mondiale des antidépresseurs.



Où consomme-t-on le plus d'antidépresseurs?

Consommation d'antidépresseurs dans une sélection de pays, en doses définies journalières pour 1 000 habitants*



^{*} Données de 2023 (ou 2022 si non disponibles) ; certaines valeurs correspondent à des estimations Source: OCDE











Où consomme-t-on le plus d'antidépresseurs à travers le monde ?

D'après les chiffres de l'OCDE les plus récents, parmi la trentaine de pays dans le monde pour lesquels ces données sont disponibles, c'est toujours en Islande que le niveau de consommation d'antidépresseurs est le plus élevé. Avec une consommation moyenne de 165 doses définies journalières pour 1 000 habitants en 2023, les Islandais devancent les Portugais (154 doses journalières pour 1 000 habitants),





les Britanniques (136 doses, donnée de 2022) et les Canadiens (133 doses).

Autrefois identifié comme un pays où le recours à ce type de <u>médicaments</u> était excessif, la France ne fait plus partie, depuis plus d'une décennie déjà, des pays d'Europe où les antidépresseurs sont les plus consommés. Avec 61 doses définies de ce type de médicaments ingérées par jour pour 1 000 habitants (donnée de 2022), les Français se situent dans la moyenne basse des 31 pays de l'OCDE étudiés (environ 76 doses pour 1 000 habitants). Les populations analysées qui présentent les niveaux de consommation les plus faibles sont les Lettons, les Hongrois et les Coréens, avec des ratios allant de 26 à 34 doses journalières pour 1 000 personnes.

De Tristan Gaudiaut pour Statista

Autonomie financière : un dispositif pour accompagner les victimes de violences conjugales

19 décembre 2025 |



Ecrit par le 19 décembre 2025



La <u>Banque populaire méditerranéenne</u> vient de mettre en place un dispositif d'autonomie financière à l'attention des personnes victimes de violences conjugales. Il s'agit d'une offre bancaire gratuite d'une durée de 2 ans. Elle concerne 9 départements du sud-est (dont la région provençale) couverts par cette banque coopérative, filiale du groupe BPCE.

C'est une problématique majeure. Les femmes victimes de violences conjugales désirant partir du domicile se confrontent à la question de l'indépendance financière. Partir, tout recommencer, se loger, se meubler, se nourrir, se déplacer relèvent d'un défi immense pour les victimes, fragilisées par la situation vécue en couple.

En 2024 dans le département vauclusien, <u>1512 violences contre les femmes</u> majeures en contexte familial ont été recensées, avec une augmentation de 9,19% depuis 2023. Une expérimentation de <u>l'aide</u> <u>d'urgence créée par la CAF</u> il y a 17 mois a été sollicitée par 326 femmes, pour un montant moyen de 881€.

"Un tiers des femmes n'ont pas de source de revenus."

Jean-Jacques Roman, ancien directeur de l'antenne avignonnaise de la Banque populaire



Face à ces actes de violence conjugale en augmentation, la coopérative bancaire régionale s'engage dans un nouveau projet social depuis avril 2025. "Un quart des femmes en France ne disposent pas d'un compte bancaire personnel, et un tiers n'ont pas de source de revenus autre que celle de leur conjoint" fait remarquer <u>Jean-Jacques Roman</u>, ancien directeur de l'antenne avignonnaise de la Banque populaire et désormais directeur de communication au sein du groupe.

Ce qui n'est pas sans rappeler les antiques difficultés des femmes mariées, ayant enfin le droit, à partir de 1965, d'accéder à leur compte bancaire. À ce jour, "seuls 39% des Français en couple gardent leur argent sur un compte personnel. Un tiers (34%) mixent compte personnel et compte joint, et un quart des couples ne possèdent qu'un compte joint" selon une étude de MoneyVox et YouGov.

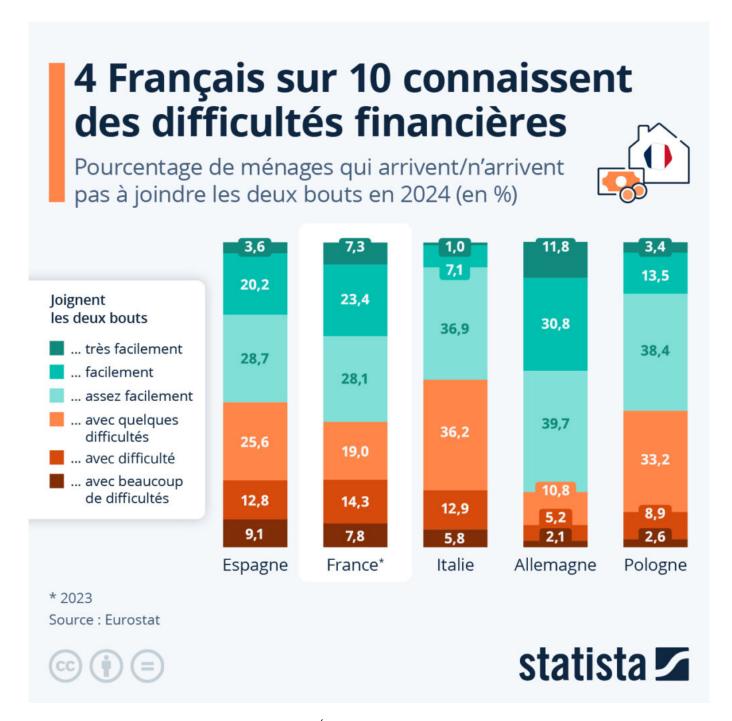
Objectif : parvenir rapidement à l'autonomie financière

C'est dans cette perspective d'autonomie et de renforcement financiers que la banque siégeant à Nice déploie son dispositif sur toute la région PACA, ainsi que sur le Gard et l'Hérault. L'accompagnement s'articule ainsi : ouverture simplifiée d'un compte bancaire gratuit pendant 2 ans, réception de la carte et des correspondances bancaires en dehors du domicile conjugal, et suivi clientèle par des conseillers formés à l'enjeu des violences conjugales. L'objectif à terme devrait permettre aux femmes victimes et vulnérables de gérer leurs dépenses et de subvenir à leurs besoins, en n'étant plus dépendantes de leur conjoint.

Amy Rouméjon Cros

Quatre ménages français sur dix connaissent des difficultés financières





D'après une récente note du ministère de l'Économie et des Finances, en 2024, l'impôt sur le revenu a augmenté pour tout le monde... sauf pour les plus riches. Ainsi, si l'impôt net payé par les 40 % de ménages situés au milieu de la courbe des revenus a progressé à un rythme annuel compris entre 5 % et 10 %, celui des 10 % les plus aisés a reculé de 0,1 %, alors même que leur revenu de référence a augmenté de 2,3 %. Si les riches et les ultrariches en France continuent d'accroître leur patrimoine, le



ruissellement des richesses est encore bien loin d'être une réalité, alors que les difficultés financières touchent une large part de la population.

Comme le montre notre infographie, basée sur des données d'Eurostat, un peu plus de 40 % des ménages en France joignaient les deux bouts avec au moins quelques difficultés en 2023 (dernières données disponibles). Chez nos voisins espagnols, cette part était de 47,5 % l'année dernière, tandis qu'en Italie, elle représentait 54,9 % des ménages. Des cinq pays inclus dans les données d'Eurostat, seule l'Allemagne avait une part de ménages rencontrant des difficultés financières inférieure à 20 %.

De Valentine Fourreau pour Statista